

Insertion Livre 2 Ce que vous devez savoir sur les programmes de services sociaux

Page 6

Remplacer la première question-réponse par ce qui suit :

Q. Puis-je bénéficier d'une assistance temporaire si je ne suis pas citoyen des États-Unis ?

R. Si vous n'êtes pas citoyen des États-Unis, vous devez prouver que vous appartenez à l'une des catégories énumérées ci-dessous pour pouvoir bénéficier de l'assistance temporaire (certaines personnes peuvent uniquement être admissibles à l'assistance « filet de sécurité ») :

1. un ressortissant non citoyen des États-Unis (US) ; ou
2. un Amérindien né au Canada concerné par les dispositions de l'article 289 de la Loi sur l'immigration et la nationalité (Immigration and Nationality Act, INA) ; ou
3. un membre d'une tribu indienne reconnue au niveau fédéral telle que définie à la Section 4(e) de la Loi sur l'autodétermination et l'aide à l'éducation des Indiens (25 U.S. C. 5304(e)), né en dehors des États-Unis ; ou
4. un étranger admis aux États-Unis en tant que réfugié en vertu de l'article 207 de l'INA ; ou
5. un étranger ayant obtenu l'asile en vertu de l'article 208 de l'INA ; ou
6. un étranger dont l'expulsion a été suspendue en vertu de la section 243(h) de l'INA telle qu'elle était en vigueur avant le 1er avril 1997, ou un étranger dont l'expulsion a été suspendue en vertu de la section 241(b)(3) de l'INA ; ou
7. un étranger qui est un immigré cubain ou haïtien, comme défini à la section 501(e) de la Loi d'aide à l'éducation des réfugiés de 1980 ; ou
8. un étranger admis aux États-Unis en tant qu'immigrant amérasien tel que décrit à la section 402(a)(2)(A)(i)(V) de la Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act de 1996 (8 U.S.C. 1612(a)(2)(A)(v)) ; ou
9. certains étrangers hmongs ou des hauts plateaux du Laos ;
10. un étranger qualifié qui est en service militaire actif, autre que le service actif pour la formation, dans les forces armées américaines, ou son conjoint, son conjoint survivant non remarié ou un enfant à charge non marié si ce conjoint ou enfant à charge est également un étranger ayant un statut qualifié ; ou
11. un étranger qualifié qui est un ancien combattant et qui (1) a reçu une décharge des forces armées américaines qualifiée d'honorable et non en raison d'une aliénation, ou (2) a une condition d'admissibilité, telle que définie à la section 350 de la loi exécutive de l'État de New York, et a reçu une décharge autre qu'une mauvaise conduite ou déshonorante (et non en raison d'une aliénation) des forces armées, ou (3) est un ancien combattant LGBT déchargé, tel que défini à la section 350 de la loi exécutive de l'État de New York, et a reçu une décharge autre que mauvaise conduite ou déshonorante (et non en raison de l'aliénation) des forces armées ; ou son conjoint, son conjoint survivant non remarié ou son enfant à charge non marié si ce conjoint ou enfant à charge est également un étranger ayant un statut qualifié ; ou
12. un étranger qualifié qui a travaillé pendant 40 trimestres admissibles (sécurité sociale) et qui a été légalement admis à la résidence permanente aux États-Unis avant le 22 août 1996, ou qui est entré aux États-Unis le 22 août 1996 ou après et a résidé aux États-Unis pendant cinq ans ou plus avec un statut qualifié. Un trimestre admissible comprend tout trimestre travaillé par le parent d'un étranger alors que l'étranger avait moins de 18 ans et tout trimestre travaillé par un conjoint pendant le mariage si l'étranger reste marié au conjoint ou si le conjoint est décédé. Les trimestres obtenus après le 31 décembre 1996 ne comptent pas si l'étranger reçoit des prestations publiques fédérales sous condition de ressources au cours de ces trimestres ; ou

13. un étranger qualifié qui a été légalement admis à la résidence permanente aux États-Unis avant le 22 août 1996, ou qui est entré aux États-Unis le 22 août 1996 ou après et a résidé aux États-Unis pendant cinq ans ou plus avec un statut qualifié ; ou
14. un étranger qualifié qui est entré aux États-Unis le 22 août 1996 ou après et a résidé aux États-Unis pendant moins de cinq ans avec un statut qualifié ; ou
15. un étranger qui a été mis en liberté conditionnelle aux États-Unis en vertu de la section 212(d)(5) de l'INA, pour une période d'au moins un an ; ou
16. un étranger qui s'est vu accorder une entrée conditionnelle en vertu de la section 203(a)(7) de l'INA, telle qu'elle était en vigueur avant le 1^{er} avril 1980 ; ou
17. certains ressortissants irakiens ou afghans qui ont obtenu un statut spécial d'immigrant en vertu de la section 101(a)(27) de l'INA ou de la section 602(B)(1) de la Loi de 2009 sur la protection des Alliés afghans (Afghan Allies Protection Act, AAPA)/section 1059(a) de la Loi sur l'autorisation de la défense nationale de 2006 (National Defense Authorization Act, NDAA) ; ou
18. certains étrangers battus, comme défini dans la section 8 U.S.C. 1641(c) ; ou
19. un étranger qui reçoit une lettre de certification ou d'éligibilité du Département de la santé et des services sociaux des États-Unis l'identifiant comme victime d'une forme grave de traite des personnes ou un étranger classé comme non-immigrant en vertu de la section 1101(a)(15)(T)(ii) du titre 8 conformément à la Loi sur la protection des victimes de traite et de violence de 2000, telle que modifiée ; ou
20. un étranger dont le statut n'est pas énuméré ci-dessus et n'est pas un étranger qualifié, mais qui est par ailleurs considéré comme résidant en permanence sous la couleur de la loi (Permanently Residing Under Color of Law, PRUCOL) aux États-Unis, qui comprend les éléments suivants :
 - a. un étranger qui a été mis en liberté conditionnelle aux États-Unis en vertu de la section 212(d)(5) de l'INA depuis moins d'un an ; ou
 - b. un étranger résidant aux États-Unis en vertu d'une ordonnance de surveillance en vertu de la section 241(a)(3) de l'INA ; ou
 - c. un étranger bénéficiant d'une annulation de l'expulsion en vertu de la section 240A de l'INA ; ou
 - d. un étranger bénéficiant du statut de prise de décision différée ; ou
 - e. un étranger bénéficiant d'un statut de visa « K3 », « K4 » ou « V » établi en vertu de la Loi sur l'immigration légale et l'équité familiale (LIFE Act) ; ou
 - f. un étranger bénéficiant d'une décision d'action différée à titre de secours provisoire pour un visa « U » ; ou
 - g. un étranger bénéficiant du statut de visa « S » ou « U » ; ou
 - h. un étranger qui démontre qu'il est entré et a résidé de manière continue aux États-Unis depuis le 1^{er} janvier 1972, conformément à la section 249 de l'INA ; ou
 - i. un étranger qui est un non-immigrant permanent, en vertu de la loi publique (Public Law, P.L.) 99-239, telle que modifiée par P.L. 108-188 (applicable à certains citoyens des États fédérés de Micronésie et de la République des Îles Marshall) ou P.L. 99-658 (applicable aux citoyens de la République des Palaos) ; ou
 - j. un étranger bénéficiant du statut de protection temporaire (Temporary Protected Status, TPS) par les services de citoyenneté et d'immigration des États-Unis (United States Citizenship and Immigration Services, USCIS) ; ou
 - k. un étranger qui a une demande d'asile en instance et qui a obtenu une autorisation d'emploi de l'USCIS ; ou
 - l. un étranger qui bénéficie d'un départ forcé différé en vertu d'une désignation du Président des États-Unis ; ou
 - m. un étranger approuvé par l'USCIS pour la classification de jeune immigrant spécial (Special Immigrant Juvenile, SIJ) ; ou
 - n. un étranger dont l'USCIS a officiellement déterminé qu'il est légitimement présent aux États-Unis et que l'USCIS autorise à résider dans le pays pour une durée indéterminée.